

l'engagement initial aux ABM (missiles antimissiles balistiques) était la conséquence des limitations technologiques du moment, une philosophie stratégique appuyant une défense antimissile et une révolution dans les nouvelles technologies s'encourageaient l'une l'autre. À la fin de 1989, les chercheurs sur la sécurité débattaient la défense antimissile en tenant compte de l'importance grandissante de la Chine et des mesures de sécurité éventuelles au sujet du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan¹⁶. Leurs craintes ont été confirmées quand en mars 1996, la Chine a essayé d'intimider Taïwan en poursuivant des tests dans le détroit de Taïwan. L'administration Clinton a senti la nécessité d'expédier dans cette région un détachement naval spécial pour répliquer aux menaces de Beijing¹⁷. D'ailleurs, comme la Corée du Nord, la Chine agissait en tant qu'agent de prolifération de missiles. Au début des années 90, l'administration Clinton a exercé des pressions économiques pour forcer Beijing à se plier au RCTM, mais n'a connu que peu de succès pour ce qui est d'amener Beijing à se conformer aux « paramètres » du régime. Suite aux attaques terroristes du 11 septembre, l'administration Bush a sollicité la coopération de Beijing en matière d'intelligence anti-terroriste, de respect de la loi, de questions de prolifération, mais a fait peu de chemin et encore moins une percée¹⁸.

Alors que le président Clinton n'a prêté qu'une attention peu enthousiaste à la défense antimissile – tout en faisant preuve de beaucoup d'éloquence sur la menace de missiles provenant d'États révisionnistes telle la Chine mais aussi d'« États voyous¹⁹ » tels la Corée du Nord, l'Iran et l'Iraq – l'administration de George W. Bush a accordé une haute priorité à la fois au système NMD, en principe, ainsi qu'à la menace posée par les États voyous²⁰, en particulier. Le débat sur la défense antimissile qui a repris aux États-Unis dans les années 90 a eu lieu dans un contexte de confiance constamment sapée dans les accords sur la maîtrise des armements. On en retrouve l'expression la plus claire dans le rejet par le Sénat du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en octobre 1999. Le rapport officiel présenté le 15 juillet 1998 par Donald H. Rumsfeld, actuellement secrétaire à la Défense, est la pierre angulaire de la politique de défense antimissile de l'administration Bush. Plusieurs des sujets importants du rapport font partie du *Quadrennial Defense Review*²¹ de 2001. Considérés conjointement avec le *Nuclear Posture Review* commandé par le Congrès, ces rapports démontrent la détermination américaine d'atteindre la plus grande souplesse militaire possible dans un contexte de sécurité internationale caractérisé par l'agitation et l'incertitude.

Comme nous l'avons dit plus haut, les attaques terroristes du 11 septembre ont renforcé l'engagement de l'administration. Le *QDR* annonçait une nouvelle orientation et une